

Initiatives ministérielles

illogique de dire: «N'apportez aucun changement, parce que vous créerez des problèmes ou le ciel nous tombera sur la tête.»

Les démunis au Canada, les plus pauvres d'entre les pauvres, ont besoin de nous. Nous devons apporter des changements afin que ces gens prennent la place qui leur revient sur le marché du travail. Un des orateurs libéraux précédents a parlé d'alphabétisation. Le taux d'analphabétisme au Canada s'élève à 38 p. 100. Près de quatre Canadiens sur dix sont plus ou moins analphabètes, parce qu'ils ont du mal à lire, à écrire ou à calculer.

Voilà l'un des facteurs dont il faut tenir compte lorsque nous abordons la question de la redistribution des ressources humaines au Canada. À mon avis, on nous attaque avec hargne quand on prétend que nous agissons aux dépens des démunis. Ceux qui le font se plaignent pour le plaisir de se plaindre. Passons plutôt aux actes. Comme nous exhortait à le faire mon collègue, reconnaissons que ce que nous faisons depuis 20 ou 30 ans ne convient plus.

Les temps ont changé. Le monde change. À l'aube d'un siècle nouveau, nous ne voulons pas laisser derrière nous de grands segments de notre société. Si nous nous préoccupons vraiment du sort de nos concitoyens canadiens, nous devons les prendre sous notre aile et les guider. Si nous n'agissons pas dès maintenant pour améliorer nos programmes de soutien de revenu, nous laisserons ces gens derrière nous et provoquerons une tragédie incommensurable. Nous nous devons d'agir.

Je suis d'avis que les options qui sont offertes aux Canadiens constituent de bon points de départ.

Mme Sharon Hayes (Port Moody—Coquitlam, Réf.): Madame la Présidente, je suis heureuse d'intervenir dans le débat sur l'examen de la politique sociale proposé par le gouvernement. C'est avec plaisir que j'ai accepté, comme le gouvernement le demandait, de stimuler un débat éclairé et je l'ai porté dans ma circonscription ces dernières semaines.

Aujourd'hui, je parlerai surtout des familles et particulièrement des garderies. Tout d'abord, je veux vous faire part de la surprise de certains électeurs de ma circonscription avec qui je me suis entretenue ces derniers temps.

Premièrement, après une présentation des programmes de sécurité sociale, notamment de la Sécurité de la vieillesse, du RPC et des transferts fédéraux au titre du financement des programmes établis et de la péréquation, la population de ma collectivité s'est dite convaincue que nous ne pouvions pas éviter de réduire les dépenses au titre de ces programmes puisqu'ils comptent pour un pourcentage très appréciable des dépenses du gouvernement.

Qui plus est, au taux de croissance actuel des budgets de ces programmes, ces budgets et le service de la dette représenteront à eux deux plus que le total des revenus du gouvernement d'ici quelques années à peine. Il faut réduire les dépenses. Cependant, mes électeurs estiment que les taxes ne doivent pas être augmentées, surtout pour le RAPC. Ils ont été très étonnés d'apprendre que le gouvernement fédéral lui-même interdisait d'associer un volet travail à l'aide sociale.

Ils ont aussi été surpris d'entendre dire que les obligations non garanties du Régime de pensions du Canada totalisaient plus de

500 milliards de dollars, soit le même montant que la dette fédérale. Ils ont exprimé de la colère devant un gouvernement qui envisage de taxer les REER quand ses propres programmes de sécurité du revenu pour les personnes âgées, dont la Sécurité de la vieillesse, sont sur le point de craquer.

Il faut procéder à une réforme pour nous doter d'un système de sécurité sociale répondant aux véritables besoins de nos citoyens dès maintenant et dans les années à venir.

• (1745)

Comme nous parlons de l'avenir, je voudrais consacrer la majeure partie de mon temps de parole à la base de cet avenir. Le Parti réformiste croit que le renforcement et la protection de l'unité familiale sont essentiels au bien-être des membres de notre société.

À mon avis, la famille est la pierre angulaire de notre société. C'est la meilleure institution non seulement pour le transfert et la protection des valeurs, de la culture et de la stabilité sociale, mais aussi pour la réalisation pratique du renouvellement de notre politique sociale.

Je suis un peu différente de mes collègues aujourd'hui en raison du fait que, avant d'arriver à la Chambre, j'étais essentiellement une femme au foyer. J'ai entendu des gens à la Chambre se plaindre de divers programmes proposés par le gouvernement ou encore de programmes existants qui obligent une personne à dépendre de son conjoint.

Je ne suis pas certaine que ce soit nécessairement mauvais. Dans notre structure sociale, la dépendance entre des personnes, spécialement si ces personnes peuvent créer une unité qui renforcera la base de notre société, n'est pas une mauvaise chose. L'union fait la force, que ce soit l'union des personnes, des talents ou des points de vue.

Notre société doit être fondée sur des valeurs comme le dévouement et la compréhension, les buts communs et la volonté de faire des sacrifices. Ces valeurs sont incarnées dans nos familles et elles devraient être honorées dans cette situation.

J'assistais récemment à une séance du Comité permanent de la justice portant sur les modifications à la Loi sur les jeunes contrevenants. Je n'ai été aucunement étonnée qu'un témoin déclare que les mesures législatives du gouvernement avaient joué contre les familles.

Je le constate souvent à mon bureau de circonscription, car des parents en détresse m'expliquent comment toutes ces lois provinciales et fédérales, les programmes et les bureaucraties ont nui à leurs enfants, comment il est devenu plus difficile de gagner sa vie et de préparer l'avenir avec confiance.

La planification à courte vue et les programmes gouvernementaux sans cesse plus lourds ont retiré leur autorité aux parents. Ils ont faussé leurs responsabilités en tous sens, au point qu'il a été permis de croire que les parents ne devaient pas travailler ensemble au foyer. Il vaut mieux travailler à l'extérieur. Les parents ont détourné leur énergie de leur famille pour assurer leur survie sur le plan économique.

Dans sa révision de la politique sociale, le gouvernement propose de nouveaux programmes encore plus gros qui nuiront aux familles. Même maintenant, selon le Bureau des enfants, les